

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 21 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HOCHET TP (SARL)

12 avenue René Cassin
56380 Guer

Références : UD/2024-96
Code AIOT : 0005515976

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2024 dans l'établissement HOCHET TP (SARL) implanté au lieu-dit Les Grevelins (35330) sur la commune de Les Brûlais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOCHET TP (SARL)
- Grevelins 35330 Les Brûlais
- Code AIOT : 0005515976
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HOCHET TP exploite depuis 2009 une carrière de schistes au lieu-dit "Les Grévelin" sur la commune de Les Brûlais.

L'arrêté préfectoral du 21 janvier 2009 autorise l'exploitation de ce site, d'une surface totale de 2,9 ha, pour une production maximale annuelle de 20 000 t et une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 2.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 6.5	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Circulation des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6 (extrait)	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
10	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6.3 et 4.6.4	Demande d'action corrective	1 mois
11	Contrôle acoustique	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.7 (extrait)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Situation administrative	AP Complémentaire du 15/03/2022, article 2
3	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.4
4	Extraction autorisée	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.5
8	Phasage de l'exploitation	AP Complémentaire du 15/03/2022, article 3
12	Vibrations et tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.9 (extrait)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société HOCHET TP a modifié son plan de phasage pour faire face à des entrées d'eau inattendues lors de l'exploitation de la carrière.

Cependant, elle doit aujourd'hui :

- préciser sa situation administrative au regard de la présence d'une installation de criblage pendant quelques mois de l'année et de la création d'une plateforme de transit, toutes deux pouvant potentiellement être classées au regard de la nomenclature ICPE ;
- assurer le suivi d'exploitation, en procédant au contrôle de ses effluents aqueux et de ses émissions acoustiques ;
- procéder au bornage de son site par un géomètre expert et réparer par endroits certaines clôtures endommagées récemment par des intempéries.

L'inspection a d'autre part constaté au cours de la visite que les garanties financières du site n'avaient pas été actualisées et que les rejets des eaux d'exhaure n'étaient pas réalisés selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral réglementant le site : un projet d'arrêté de mise en demeure pour que soit régularisée la situation est donc joint au présent rapport (délai fixé : 1 mois).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées
Prescription contrôlée : L'activité est reprise sous la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : Rubrique : 2510-1 Régime : Autorisation Nature et volume des activités : Exploitation de carrière à ciel ouvert Quantité maximale extraite du gisement : 20 000 t/an
Constats : Outre le classement en carrière des installations, l'exploitant a indiqué que du criblage était réalisé sur site pendant quelques mois de l'année. Le crible en question n'était cependant pas présent sur le site le jour de la visite. Au regard des éléments fournis aujourd'hui à l'inspection, cette installation pourrait relever du régime déclaratif (puissance supérieure à 40 KW) au titre de la rubrique n° 2515 - Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux. Il existe également sur le site une plateforme de transit, regroupement et tri de matériaux inertes non dangereux et de minéraux dont la surface et la localisation précise devront être précisées. Si cette surface dépasse 5000 m ² , cette installation est également susceptible de relever d'un classement au titre de la rubrique n° 2517 - Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce que les volumes des activités pratiquées (criblage et station de transit) soient précisés. Le cas échéant, si ces activités relèvent d'un classement ICPE au titre des rubriques susvisées, une régularisation des activités devra être effectuée (Déclaration ou Enregistrement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2022, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Parcelles exploitées
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est accordée sur les terrains suivants : Cadastre de la commune des Brûlais Section ZA : parcelles 203 de 11 600 m ² et 204 de 17 360 m ² Cadastre de la commune de Comblessac Section ZB : parcelles 11p de 2 765 m ² et 12p de 580 m ² La superficie de l'établissement est de 32 305 m ² .
Constats : Dans le cadre de l'exploitation de la carrière, des stériles d'extraction avaient été stockés en dehors du périmètre initialement autorisé par l'arrêté préfectoral de 2009. A l'origine, ils devaient être stockés sur la carrière dans le cadre du remblaiement partiel mais ceux-ci gênaient l'accès aux paliers inférieurs. Un porter à connaissance a été déposé en 2018 pour régulariser cette situation. Par arrêté complémentaire en date du 15 mars 2022, les parcelles concernées (n° 11p et n° 12p, section ZB, appartenant également à la société HOCHET TP, sur la commune de Comblessac) ont été intégrées dans le périmètre autorisé. La surface supplémentaire concernée est de 3 345 m ² . L'inspection a pu constater le jour de la visite que les stériles issus de la carrière sont effectivement stockés sur ces parcelles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Production maximale autorisée
Prescription contrôlée : La production maximale de matériau extrait du gisement, calculée sur une période d'un an, est limitée à 20 000 tonnes.
Constats : La déclaration GEREP pour l'année 2022 indique un volume d'extraction de 17 000 t. La déclaration au titre de l'année 2023 devra être réalisée avant le 31 mars 2024. L'inspection a pu consulter le registre tenu électroniquement et permettant de suivre les volumes extraits au sein de la carrière : en 2023, ce volume était d'un peu moins de 10 000 t, dans le respect du volume maximal autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Extraction autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Profondeur d'extraction autorisée
Prescription contrôlée : Aucune extraction de matériaux n'est réalisée à une profondeur inférieure à 50 m NGF côté Ouest du périmètre autorisé et 55 m NGF coté Est, soit une profondeur maximale de 18 mètres par rapport au niveau des terrains naturels.
Constats : Le plan transmis par l'exploitant date de janvier 2024 : il indique une profondeur d'extraction minimale de 56, 50 m NGF côté Ouest et 61,50 m NGF côté Est, dans le respect des profondeurs d'extraction autorisées par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Le périmètre de l'autorisation et le périmètre d'extraction sont matérialisés par un bornage ou tout autre dispositif équivalent. Une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent) placée sur toute la périphérie du périmètre d'autorisation de la carrière ainsi qu'autour des zones dangereuses permet d'en interdire l'accès.
Constats : Il n'a pas pu être identifié au cours de la visite les bornes délimitant le périmètre autorisé (végétation dense), notamment pour les nouvelles parcelles entrées dans le champ de l'autorisation en mars 2022. L'inspection s'est par ailleurs assurée par sondage de l'état de la clôture entourant le site. Elle note que son état est globalement satisfaisant. Cependant, des chutes d'arbres liées à un coup de vent récent l'ont abîmée par endroits : des réparations sont attendues afin de restaurer son intégrité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce qu'un bornage, par un géomètre expert, soit réalisé afin que soient repérées toutes les limites de propriété. Le procès-verbal établi suite à ce bornage sera transmis à l'inspection. La clôture devra être réparée aux endroits identifiés lors de la visite. Des panneaux indiquant que l'accès est interdit et mentionnant le risque de chute pourront utilement y être apposés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 6.5
Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement des garanties financières
Prescription contrôlée : L'attestation de renouvellement de la garantie financière doit être transmise au préfet au moins six mois avant l'échéance des garanties en cours. Avec l'attestation de renouvellement des garanties financières, l'exploitant indique au préfet sur la base du plan visé à l'article 4.2 (1er alinéa), si l'avancement des travaux correspond au montant des garanties financières apportées.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un acte de cautionnement à hauteur de 77 897 € (montant correspondant à celui prescrit pour la 3 ^{ème} phase par l'arrêté préfectoral). Cependant, l'exploitation est rentrée très récemment (depuis le 21 janvier 2024) dans sa 4 ^{ème} phase d'exploitation (janvier 2024 - janvier 2029) et le montant aujourd'hui garanti par cet acte de cautionnement n'est plus d'actualité puisque le phasage d'exploitation a été modifié entre-temps (voir arrêté complémentaire du 13 mars 2022). Un nouvel acte de cautionnement doit donc parvenir à l'inspection, intégrant la modification du phasage tel que prévu par l'arrêté complémentaire du 15 mars 2022, afin de garantir un montant évalué désormais à 101 179 €.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte-tenu des enjeux associés à ce constat, en lien avec la remise en état du site en cas de besoin, l'inspection propose que la société HOCHET TP soit mise en demeure de se mettre en conformité sur cet aspect. > Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport pour demander à l'exploitant de régulariser sa situation sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation actualisé
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;• les bords de la fouille ;• la position des stocks ;• les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;• le réseau de circulation des eaux ;• les zones remises en état. <p>Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Le plan communiqué à l'inspection (janvier 2024 - issu de géoportail) est incomplet. Une légende doit y être intégrée et des informations manquent : limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire, position des stocks, côtes d'altitude des points significatifs et courbes de niveau, réseau de circulation des eaux, zones remises en état.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Le plan de la carrière et des installations doit être complété pour contenir tous les items indiqués à l'article 4.2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Phasage de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : L'annexe relative aux plans de phasage de l'exploitation de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2009 est modifiée par les plans joints à cet arrêté préfectoral complémentaire.
Constats : Selon les plans de phasage annexés à l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2022, le site est entré dans sa 4 ^{ème} phase d'exploitation (période allant du 21/01/2024 au 21/01/2029). Actuellement, les cotes d'extraction sur la carrière sont comprises entre 66,5 m NGF et 61,5 m NGF, pour une autorisation jusqu'aux cotes minimales de 50 m NGF à l'ouest et 55 m NGF à l'Est du périmètre respectivement. En commençant l'exploitation du palier ouest, la société HOCHET TP a mis au jour une arrivée d'eau souterraine qu'elle n'attendait pas. Celle-ci a rempli le fond de fouille créant une surface en eau d'environ 2 800 m ² sur le site. Souhaitant exploiter à sec et sans pompage, la société HOCHET TP a sollicité la modification de son phasage d'extraction afin d'exploiter d'abord l'ensemble de la surface hors d'eau avant d'approfondir jusqu'aux cotes maximales autorisées. Cette modification a ainsi été intégrée dans le nouveau plan de phasage annexé à l'arrêté complémentaire du 15 mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Circulation des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Circuit des eaux
Prescription contrôlée : 4.6.1 - Circulation des eaux Les eaux d'exhaure doivent passer passent par le bassin de décantation avant d'être évacuées dans le milieu naturel. Elles sont rejetées de manière diffuse dans les parcelles aval. Ce bassin est correctement dimensionné et entretenu afin de permettre de recueillir les eaux et d'en assurer le traitement même en cas de fortes précipitations. 4.6.2 - Point de rejet Le point de rejet est unique (en sortie de bassin de décantation), facilement accessible et clairement repéré. Le point de rejet est équipé d'un système permettant d'interdire tout rejet en cas de pollution.
Constats : Les eaux pluviales ruisselant sur la zone d'extraction sont acheminées gravitairement vers la zone d'extraction au Sud-Ouest. Lors de l'extension des extractions, le bassin de décantation par lequel devaient transiter les eaux d'exhaure avant leur rejet a été supprimé. Le trop-plein issu de la fosse est donc dirigé sans décantation par surverse vers le milieu naturel via un fossé créé par la société HOCHET TP sur la parcelle ZB n°11. Le point de rejet est accessible et a été vu lors de la visite : il débouche dans le fossé longeant le chemin rural n° 208. Une vanne manuelle a été installée en fond de fosse mais elle est difficilement manœuvrable : lorsqu'il pleut, elle est rapidement immergée et ne peut être correctement utilisée. Un test réalisé le jour de la visite a montré qu'elle ne permettait pas de stopper le rejet en cas de besoin. Les eaux issues du ruissellement sur la surface exploitée de la carrière sont donc rejetées sans décantation au milieu naturel, et sans possibilité d'arrêter les écoulements en cas de pollution (déversement accidentel sur le site par exemple). Aucune atteinte au milieu n'a cependant été constatée le jour de la visite. Compte-tenu des enjeux associés au constat effectué (risque de pollution accidentelle), l'inspection propose que la société HOCHET TP soit mise en demeure de régulariser sa situation sous un mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport pour demander à l'exploitant de régulariser sa situation sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6.3 et 4.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de la qualité des eaux rejetées
Prescription contrôlée : 4.6.3 - Valeurs admissibles pour les eaux rejetées Le rejet d'eau dans la rivière AFF de manière directe ou indirecte est interdit. Les eaux rejetées dans le milieu naturel (fossé puis infiltration) respectent à tout moment les prescriptions suivantes : pH compris entre 5,5 et 8,5 Concentrations maximales : MES 35 mg/l Hydrocarbures 10 mg/l DCO 125 mg/l Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. 4.6.4 - Surveillance Un contrôle du respect des prescriptions de l'article précédent est réalisé par l'exploitant au moins une fois par an, pendant les périodes d'activité et lorsque les rejets sont les plus importants.
Constats : Le dernier contrôle effectué sur les eaux rejetées date de 2018 : il n'avait mis en évidence aucun dépassement des valeurs réglementées par l'arrêté préfectoral. Cependant la périodicité annuelle fixée pour ces contrôles n'a pas été respectée. Un devis daté du 19 janvier 2024 a néanmoins été transmis à l'inspection pour la réalisation de nouvelles analyses dans le courant de la semaine 8 (fin février).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à la société HOCHET TP de réaliser les analyses prévues annuellement par son arrêté préfectoral. Les résultats des mesures programmées dans le courant de la semaine 8 seront analysés par l'exploitant au regard des valeurs limites autorisées : toute anomalie devra faire l'objet de mesures correctives adaptées pour revenir à des valeurs conformes. La société HOCHET TP informera l'inspection de son analyse et des actions correctives éventuellement mises en œuvre dans ce cadre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Contrôle acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.7 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles de la situation acoustique
Prescription contrôlée : Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement : Si le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement est supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) → émergence sonore admissible de 7h à 22h : + 6 dB(A) Si le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement est supérieur à 45 dB(A) → émergence sonore admissible de 7h à 22h : + 5 dB(A) Le respect de ces valeurs maximales d'émergence sonore dans les zones à émergence réglementée (ZER) se traduit dans le cas présent par des valeurs maximales du niveau sonore à l'émission en limite du périmètre de la carrière reprises ci-dessous : Niveau sonore admissible en limite de carrière au lieu-dit "Le domaine d'Ahaut" (Sud/Sud-Est) : 50 dB (A) de 7h à 18h Niveau sonore admissible en limite de carrière au lieu-dit "La Perche" (Nord/Nord-Ouest) : 47 dB(A) de 7h à 18h [...] Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, au niveau des habitations les plus exposées, pendant les périodes d'activité. Les mesures sont représentatives de toutes les activités présentes sur le site (déroctage, pelle hydraulique, foration éventuelle, transport etc.)
Constats : Le dernier contrôle de la situation acoustique a été effectué en 2018 : il n'a mis en évidence aucun dépassement des valeurs réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral. Cependant la périodicité fixée (tous les 3 ans) pour la réalisation de ces contrôles n'a pas été respectée. Un devis a été transmis à l'inspection (daté de janvier 2024) pour la réalisation d'un nouveau contrôle de la situation acoustique programmé fin février 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à la société HOCHET TP de se conformer à la périodicité requise pour le contrôle de ses émissions acoustiques, à savoir tous les trois ans. Les résultats du contrôle prévu à la fin du mois de février 2024 seront analysés par l'exploitant et toute non-conformité devra être signalée à l'inspection. Le cas échéant, l'exploitant mettra en œuvre les actions correctives adaptées, qui seront alors décrites et argumentées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Vibrations et tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.9 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines et contrôles
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de construction. [...] Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine d'une onde de pression acoustique dépassant 125 dB linéaires au niveau des habitations les plus exposées. [...] Une mesure des vibrations et de l'onde de pression acoustique au niveau des habitations les plus exposées est réalisée tous les trois ans par un organisme compétent. Le résultat des mesures sera communiqué à l'inspection des installations classées avec le plan de tir associé.
Constats : L'extraction des matériaux a jusqu'ici été effectuée à l'aide d'une pelle hydraulique et éventuellement par déroctage préalable. Aucun tir de mine n'a donc été réalisé dans le cadre de l'exploitation du site à ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite